

## **Interpellation urgente : Racisme et discriminations systémiques au sein de la police lausannoise**

Un scandale sans précédent éclabousse la police lausanne et pourtant ce n'est pas une surprise pour tout le monde : les révélations de la conférence de presse de la Municipalité du 25 août 2025 – plus de 500 pages de messages racistes, sexistes, antisémites et discriminatoires échangés par des policiers lausannois dans des groupes de messagerie – ne font que confirmer, de façon accablante, ce que des collectifs, des associations et le groupe EàG dénoncent depuis plus de deux législatures. Plus encore, certains des faits relatés dans ces documents, ainsi que dans la presse, avaient déjà été portés à la connaissance d'élue-s du Conseil communal et de la Municipalité, sans que des réactions à la hauteur de la gravité des faits ne s'en soient suivis, et ce malgré les démarches appuyées de certains des soussigné-e-s pour dénoncer ces abus et ces violences répétées, ainsi que pour que des mesures soient prises afin de sanctionner les responsables et de changer les pratiques policières.

Depuis 2016, de nombreux collectifs tels que *KIBOKO*, *Outrage*, *Jean Dutoit*, *Justice pour Nzoy*, *Faites des vagues*, *A qui le tour?*, *Afro-Swiss*, *L'Alliance contre le profilage racial*, des associations comme *Amnesty International* ou encore le *Comité de l'ONU contre le racisme* ont alerté sur le profilage racial, les discriminations et les violences policières particulièrement problématiques en Suisse. Ensemble à Gauche a porté ces voix dans ce Conseil : depuis 2009 déjà, nous demandons la création d'une instance indépendante pour traiter les plaintes à l'encontre des forces de police et nous avons défendu à maintes reprises la nécessité de mesures pour assurer la transparence et le suivi de telles affaires. Nous avons également été, les premiers-ères, à proposer l'introduction d'un récépissé lors de tout contrôle de police, puis nous avons soutenu la demande de notre collègue Mountazar Jaffar du PS, qui reprenait notre proposition. Nous nous sommes battus pour l'interdiction du placage ventral.

Toutes ces démarches, les soussigné-e-s les ont mené souvent seul-e-s, parfois appuyé-e-s d'autres collègues du Conseil communal, mais en devant systématiquement faire face au mur de la Municipalité, qui a toujours nié l'existence de problèmes structurels et, tout au plus, relégué les faits rapportés au rang de fautes individuelles, quand elle ne niait pas en bloc les accusations relayées.

Ces alertes ont été largement sous-estimées, voire ignorées, la Municipalité s'en remettant aux cadres de formation existants, pour lesquels de graves dysfonctionnements avaient également été pointés du doigt, à commencer par celles délivrées, tout au long des années 2000 et 2010, à l'Académie de Savatan. Ainsi, pour n'avoir pas pris au sérieux ces alertes, l'exécutif communal porte une lourde responsabilité dans ce qui est aujourd'hui révélé comme étant des actes racistes commis par la Police lausannoise.

Lorsque pendant la conférence de presse du 25 août 2025, le syndic Grégoire Junod a enfin admis publiquement l'existence d'un « problème de discrimination systémique » au sein de la police lausannoise. Cette reconnaissance est, scandaleusement tardive, car ce sont les personnes discriminées par les stéréotypes véhiculés par des agent·e·s de police, en particulier des stéréotypes racistes, qui ont fait les frais de ces années d'inaction.

Alors, une question s'impose : si des policier·e·s s'autorisent à tenir de tels propos racistes et discriminatoires en privé, comment croire que leurs interventions, en particulier celles ayant conduit à la mort de personnes afrodescendantes telles que Mike Ben Peter ou de Michael Kenechukwu Ekemezie aient été menées correctement, sans biais et sans injustices ? Ce scandale révèle non seulement des comportements intolérables, mais aussi des dysfonctionnements institutionnels profonds qui ont des conséquences réelles sur la vie de centaines de Lausannoises et Lausannois.

Il ne s'agit plus de sauver les apparences. La confiance est durablement rompue. Convaincu·e·s de porter ici la voix de milliers de Lausannois·e·s, nous exigeons de véritables excuses permettant d'ouvrir la possibilité d'éventuelles réparations et compensations, en dialogue avec les personnes lésées par ces révélations. Nous demandons des changements nets et une rupture claire avec une culture policière qui, jusqu'ici, a toléré l'intolérable. L'institution policière doit être revue et réformée en profondeur, de la cave au grenier, c'est-à-dire des pratiques policières de terrain, au plus bas échelon de la hiérarchie, jusqu'aux doctrines supérieures et décisions politiques prises par les autorités communales en passant par leurs fonctions de contrôle.

En conséquence, le groupe Ensemble à Gauche interpelle la Municipalité et exige des réponses claires aux questions suivantes :

1. La Municipalité dans son ensemble, ou certain-e-s de ses membres, avaient-ils/ déjà été informé-e-s de certains faits évoqués dans les documents dont elle fait état dans son communiqué du 25 août ? Notamment, des élu-e-s municipaux avaient-ils/elles été informé-e-s de l'existence de messages problématiques d'agent-e-s diffusés sur des listes de discussion, avant le 15 août 2025 ? De même, s'agissant du cliché d'un agent pris en 2018 : des Municipaux avaient-ils eu connaissance de l'existence de ce cliché, avant le 11 juin 2023 ? Si oui, quel-le-s Municipaux-ales étaient informé-e-s de quel(s) fait(s) et à quelle(s) date(s) ?
2. Pourquoi la Municipalité n'a-t-elle pas agi plus tôt, malgré les alertes répétées depuis plus de dix ans des collectifs, des ONG et d'élu-e-s de ce Conseil ?
3. La Municipalité reconnaît-elle l'ampleur des victimes directes de ces discriminations et présentera-t-elle enfin des excuses publiques à la population lausannoise, en particulier aux personnes concernées qui en ont payé le prix ?
4. Quelles mesures immédiates, au-delà des suspensions individuelles, seront prises pour transformer en profondeur la culture institutionnelle de la police lausannoise ?
5. A la lumière des faits de racisme exposé par le Ministère public, la politique municipale de lutte contre la drogue consistant à augmenter la pression policière sur le deal de rue ne doit-elle pas être urgemment revue, considérant le risque de nouveaux dérapages et tant que des réformes de fond contre le racisme structurel n'ont pas été engagées ?
6. La Municipalité s'engage-t-elle à mettre en place une instance véritablement indépendante de traitement des plaintes, comme le réclament depuis des années la société civile et les organisations de défense des droits humains ?
7. Quelles garanties concrètes pouvez-vous donner pour que ces dérives ne se reproduisent plus et que la police lausannoise agisse enfin dans le respect strict des droits humains et de l'égalité de traitement ?

  
Léonie Kovach (EàG)


Pierre Conscience (EàG)

  
Johann Dupuis (EàG)

  
Agathe Sidorenko (EàG)

  
Sargi Kayunou (EàG)

  
Djimersi

  
Louis Sardi  
Sredis

  
Gaëlle Kovach (EàG)

